



Centre de ressources en éducation aux médias

L'action citoyenne : une panoplie de moyens

Description du projet

L'action et l'engagement représentent, pour nous tous, la partie responsabilité du droit à l'information. Quels sont les moyens d'action dont nous disposons ? Ce projet en suggère plusieurs et donne deux exemples.

Références au programme de formation de l'école québécoise

Domaines généraux de formation

Médias

Axes de développement

- Constat de la place et de l'influence des médias dans sa vie quotidienne et dans la société;
- Connaissance et respect des droits et responsabilités individuels et collectifs relatifs aux médias;
- Appropriation du matériel et des codes de communication médiatique.

Vivre ensemble et citoyenneté

Axes de développement

- Engagement, coopération et solidarité;
- Contribution à la culture de la paix.

Compétences transversales

- Exploiter l'information;
- Développer des méthodes de travail efficaces;
- Exercer son jugement critique;
- Coopérer;
- Communiquer de façon appropriée.

Domaines d'apprentissage et disciplines

Langues

Français, langue d'enseignement ou langue seconde.

Univers social

Histoire et éducation à la citoyenneté.

Préparation

Nous vous proposons, en guise de préparation, de prendre connaissance avec vos élèves du cadre de référence.

Cadre de référence

La liberté d'expression et le droit à l'information reconnus par les chartes entraînent des responsabilités citoyennes, celles de s'informer, de savoir lire entre les lignes, de s'exprimer et d'agir s'exprimer dans le respect des droits des autres, de privilégier la diversité des sources d'information et d'agir en conformité avec les règles démocratiques.

Réalisation

- Les élèves prennent connaissance des questions et des informations suivantes.

Que pouvons-nous faire quand nous estimons que les médias ne nous donnent pas accès aux informations que nous jugeons indispensables ou à une diversité d'informations ? Que faire lorsque les médias dérogent aux règles de qualité auxquelles on devrait s'attendre ? Que faire quand nous voulons faire valoir notre opinion ? Plus souvent qu'autrement, nous nous sentons démuni et sans ressource. Pourtant nous disposons, comme citoyen, d'une variété de moyens d'action pour nous faire entendre.

Prenez connaissance de la liste des actions démocratiques que vous pourriez entreprendre dans les exemples qui suivent et faites l'inventaire d'autres actions démocratiques que vous pourriez ajouter à cette liste.

- S'informer régulièrement à plusieurs sources d'information pour être capable de se faire une opinion éclairée, pour être capable de lire entre les lignes et prendre l'habitude de discuter avec les autres;
- Écrire une lettre, envoyer un courriel ou téléphoner aux responsables de la programmation des réseaux de radio et de télévision ou à l'éditeur d'un journal ou d'une revue;
- Écrire une lettre, envoyer un courriel ou téléphoner à ses représentants aux parlements et aux ministres responsables;
- Écrire des textes d'opinion et les envoyer aux journaux pour qu'ils les publient;
- Participer aux tribunes téléphoniques à la radio ou à la télévision;
- S'adresser. s'il y a lieu, à [l'ombudsman](#) de l'entreprise médiatique comme c'est possible à Radio-Canada;

- Déposer une plainte au [Conseil](#) de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
- Créer son propre média, par exemple un journal de la classe, de l'école, sa page ou son site web, des affiches pour communiquer ses idées et pour favoriser les débats d'idées;
- S'engager dans des organismes de défense et de promotion de la liberté de presse ou participer à un observatoire des médias;
- Organiser une semaine de la presse;
- Y a-t-il d'autres actions à mener ?

Nous vous suggérons de prendre connaissance de certaines actions menées par des organismes et des groupes de citoyennes et de citoyens.

1. Un organisme en particulier milite pour le respect de la liberté de presse. Il s'agit de Reporters sans frontières (RSF), qui vient tout juste de publier le premier [classement](#) de la liberté de presse établi auprès de 129 pays
2. Prenez connaissance des principales conclusions de ce classement et préparez un article sur le sujet pour en informer les autres élèves.
En consultant les notes méthodologiques disponibles sur le site de RSF, dégagez les questions posées aux informateurs dans les différents pays ainsi que la grille d'observation utilisée :
http://www.rsf.fr/rubrique.php3?id_rubrique=19
http://www.rsf.fr/article.php3?id_article=4097

À partir d'un sujet d'actualité ou d'un thème qui vous intéresse, rédigez une lettre d'opinion. Vous trouverez dans les journaux de nombreuses lettres d'opinion. Nous en joignons une à titre d'exemple, vous pouvez consulter l'article : *Radio-Canada est-il équitable envers les non-automobilistes de la région montréalaise ?* par Réjean Benoit, Nathalie Marchand, Karin Michel, Jean-François Moisan, Option Transport Durable, Le Devoir, 5 novembre 2002 A6

3. Recherchez d'autres organismes qui défendent la liberté de presse et la liberté d'expression. Exemple Médias en danger. Résumez les principaux problèmes mentionnés par [l'UNESCO](#).

Intégration

Revenez sur les principaux apprentissages faits par les élèves et sur la possibilité d'utiliser ces apprentissages dans d'autres circonstances.

Informations complémentaires

Vous pourriez confier l'exploration des diverses actions à plusieurs équipes de travail.

Classement de Reporters sans frontières

Le premier classement mondial de la liberté de la presse révèle des surprises parmi les démocraties occidentales : les États-Unis sont moins bien classés que le Costa Rica, et l'Italie se trouve derrière le Bénin. La France, quant à elle, est située en 11^e position. Les cinq pays les plus liberticides au monde sont la Corée du Nord, la Chine, la Birmanie, le Turkménistan et le Bhoutan. Des surprises pour les démocraties occidentales : les États-Unis moins bien classés que le Costa Rica, l'Italie derrière le Bénin.

Reporters sans frontières établit tout d'abord que la situation de la liberté de la presse est menacée aux quatre coins de la planète. Dans les vingt pays les plus mal classés, on trouve des États asiatiques, africains, américains et européens. La situation de l'Asie est particulièrement critique puisqu'elle regroupe les cinq pays les plus liberticides au monde : la Corée du Nord, la Chine, la Birmanie, le Turkménistan et le Bhoutan.

Si l'on s'arrête sur les pays les mieux classés, on se rend compte que le respect de la liberté de la presse n'est pas le privilège des pays riches. Des États comme le Costa Rica ou le Bénin sont là pour nous rappeler que l'émergence d'une presse libre ne dépend pas seulement de la situation économique d'un pays.

Pour établir ce classement, Reporters sans frontières a demandé à des journalistes, des chercheurs ou des juristes de répondre à cinquante questions concernant l'ensemble des atteintes à la liberté de la presse (assassinats ou arrestations de journalistes, censures, pressions, monopole de l'État dans certains domaines, sanction des délits de presse, régulation des médias, etc.). Cent trente-neuf pays apparaissent dans le tableau final. Les autres sont absents, faute d'informations fiables et étayées.

Dans les pays les plus mal classés, la liberté de la presse n'est qu'un vain mot. Les journaux indépendants n'existent pas. La seule voix reste celle des médias publics, très étroitement contrôlés et surveillés par le gouvernement. Les très rares journalistes indépendants sont constamment harcelés par les autorités, emprisonnés ou contraints à l'exil. La presse internationale est interdite ou autorisée au compte-gouttes, dans tous les cas, surveillée de près.

En tête du classement, on trouve quatre pays ex-aequo : la Finlande, l'Islande, la Norvège et les Pays-Bas. Les pays scandinaves¹ respectent scrupuleusement la liberté de la presse dans leur pays, mais témoignent aussi, à travers leurs prises de position, de leur attachement à la liberté de la presse à l'étranger. Ils l'ont fait encore récemment en Érythrée ou au Zimbabwe. Le premier pays non européen est le Canada qui occupe la cinquième place.

Paradoxalement, certains régimes élus démocratiquement sont mal classés. C'est notamment le cas de la Colombie (114^e) ou du Bangladesh (118^e). Dans ces pays, des mouvements armés, des milices ou des partis politiques mettent constamment en péril la sécurité des journalistes. De son côté, l'État n'utilise pas tous les moyens à sa disposition pour protéger les journalistes et combattre l'impunité dont bénéficient très souvent les responsables de ces violences.

Le mauvais classement relatif des États-Unis (17^e) est essentiellement lié au nombre de journalistes interpellés ou incarcérés. Ces arrestations sont souvent motivées par le refus des journalistes de révéler leurs sources aux tribunaux. Par ailleurs, depuis le 11 septembre 2001, plusieurs professionnels de la presse ont été arrêtés pour avoir violé les périmètres de sécurité de certains bâtiments officiels.

Le pays du Sud le mieux classé est le Costa Rica, en 15^e position. Cet État d'Amérique

¹ Il est à noter que c'est dans ces pays qu'on a vu naître l'éducation aux médias.

centrale est traditionnellement le bon élève du continent en matière de respect de la liberté de la presse. En février 2002, il a même quitté le « club » des dix-sept pays américains qui continuent de punir par des peines de prison le délit « d'outrage » aux fonctionnaires. L'assassinat, en juillet 2001, du journaliste Parmenio Medina reste une exception dans l'histoire de la presse costaricienne.

Dernière dictature du continent américain, Cuba (134e) est le seul pays de la région où il n'existe aucune pluralité de l'information et où des journalistes sont incarcérés. En Haïti (106e), les journalistes sont victimes de milices dont les agissements sont couverts par le gouvernement.

Une mauvaise surprise en Europe : l'Italie

Les États de l'Europe des Quinze sont bien classés à l'exception de l'Italie (40e). Dans ce pays, le pluralisme de l'information est sérieusement menacé. Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, multiplie les pressions sur la télévision publique, place ses hommes de confiance au sein des médias d'État et continue de cumuler les fonctions de chef de l'exécutif et de patron d'un groupe de presse privé. Par ailleurs, l'emprisonnement du journaliste Stefano Surace, condamné pour des délits de presse vieux de trente ans, des cas de surveillance de journalistes, de perquisitions, de convocations judiciaires abusives et de saisies de matériel expliquent cette mauvaise place.

La France (11e) arrive seulement en huitième position des pays de l'Union européenne en raison de certaines dispositions inquiétantes pour la protection du secret des sources et du placement en garde à vue de plusieurs journalistes au cours de ces derniers mois.

Parmi les candidats à l'entrée dans l'Union européenne, la Turquie (99e) est particulièrement mal classée. Malgré les efforts du gouvernement, dans la perspective de l'adhésion de ce pays à l'Union européenne, de nombreux journalistes sont encore condamnés à des peines de prison et des médias sont régulièrement censurés. Les entraves à la liberté de l'information sont particulièrement graves dans le sud-est du pays.

Dans d'autres pays européens, comme la Biélorussie (124e), la Russie (121e) et les anciennes républiques soviétiques, il est encore difficile d'exercer la profession de journaliste. Plusieurs professionnels de la presse ont été assassinés ou sont emprisonnés dans cette partie du monde. Le journaliste Grigory Pasko, incarcéré depuis décembre 2001 dans la région de Vladivostok (Russie), a été condamné à quatre ans de prison pour avoir rendu publiques des images de déversement de déchets radioactifs liquides par la flotte militaire russe en mer du Japon.

La situation au Moyen-Orient et l'attitude ambivalente d'Israël

Aucun pays du monde arabe ne figure dans les cinquante premiers de ce classement. Le Liban arrive seulement en 56e position et l'état de la liberté de la presse dans la région n'est guère encourageant. En Irak (130e) et en Syrie (126e), l'État utilise tous les moyens à sa disposition pour contrôler la presse et faire taire les voix dissidentes. Saddam Hussein, en particulier, n'a fixé qu'un objectif aux médias de son pays : relayer la propagande officielle. En Libye² (129e) et en Tunisie (128e), aucune critique à l'égard du colonel Mouammar Kadhafi ou du président Zine Ben Ali n'est tolérée.

² À noter que paradoxalement la Libye a accédé, en janvier 2003, à la présidence de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

Du fait de l'affaiblissement politique de l'Autorité palestinienne (82e), les atteintes au travail des journalistes dans cette zone se sont réduites. Toutefois, des médias d'opposition islamistes ont été fermés, plusieurs tentatives d'intimidation et d'agression contre des journalistes palestiniens et étrangers ont été recensées, et de nombreux sujets demeurent tabous. L'objectif est clair : présenter au monde une image unitaire du peuple palestinien et masquer notamment les manifestations de soutien aux attentats anti-israéliens.

L'attitude d'Israël (92e) envers la liberté de la presse est ambivalente. Malgré de fortes pressions exercées sur la télévision et la radio publiques, le gouvernement israélien respecte la liberté d'expression des médias israéliens. En revanche, en Cisjordanie et à Gaza, Reporters sans frontières a enregistré de très nombreuses violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantissant la liberté de la presse, ratifié par l'État hébreu. Depuis mars 2002, début de l'incursion de l'armée israélienne dans les villes palestiniennes, de très nombreux journalistes ont été malmenés, menacés, arrêtés, interdits de libre circulation, pris pour cibles, blessés, privés de leur accréditation de presse ou encore expulsés.

Les bons et les mauvais exemples africains

L'Érythrée (132e) et le Zimbabwe (122e) sont les États les plus répressifs d'Afrique subsaharienne. En Érythrée, toute la presse privée a été interdite par le gouvernement en septembre 2001 et dix-huit journalistes sont actuellement emprisonnés. De son côté, le président zimbabwéen, Robert Mugabe, s'illustre régulièrement par ses prises de position particulièrement virulentes envers la presse étrangère ou d'opposition.

À l'opposé, le pays africain le mieux classé est le Bénin (21e), qui figure pourtant parmi les quinze pays les plus pauvres du monde selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Enfin, dans d'autres États africains comme l'Afrique du Sud (26e), le Mali (43e), la Namibie (31e) ou le Sénégal (47e), il existe une réelle liberté de la presse.

Médias en danger par l'UNESCO

Historique

Les journalistes et chefs d'édition sont victimes d'agressions physiques dans une région battue par les vents et située à l'extrémité d'un grand pays démocratique de l'Europe. Plusieurs journalistes y ont été tués et de nombreux autres ont échappé à des tentatives de meurtre.

Dans un pays très développé d'Amérique du Sud, doté d'une longue tradition démocratique et d'une vie culturelle fertile, les menaces et la peur empêchent les chefs d'édition et les journalistes de vivre normalement dans leur activité professionnelle comme dans leur vie privée. Je parle respectivement du Pays basque en Espagne et de la Colombie.

Lorsque les journalistes doivent commencer leur journée de travail à quatre pattes pour s'assurer que l'on n'a pas placé de bombe sous leur voiture en expliquant à leurs enfants qu'ils sont à la recherche du chat afin de ne pas les effrayer; lorsque des portes blindées et des détecteurs sophistiqués d'armes et de bombes doivent être installés dans les bureaux de travail des journalistes et dans les ateliers d'imprimerie; lorsque les journalistes ne peuvent pas venir chercher leurs enfants à l'école à la fin de la journée ou manger dans le même restaurant deux soirs de suite, les médias sont en danger.

Lorsque les journalistes et leurs familles sont menacés pour les articles qu'ils ont écrits, ou lorsque d'autres chefs d'édition et journalistes sont forcés de verser de l'argent en échange d'une prétendue protection afin de ne plus être dans la ligne de mire des terroristes, les médias sont en danger.

Lorsque les journalistes doivent revêtir des gilets pare-balles et courir en zigzaguant entre les attaques des guérillas de gauche et de droite, des groupes nationalistes extrémistes et des criminels, les médias sont en danger.

L'Association mondiale des journaux et le Forum mondial des éditeurs, la branche éditoriale de l'AMJ, ont décidé de mettre en place une série d'activités en faveur de la liberté de la presse dans ces pays, où les médias sont bel et bien en danger.

Lutte pour la liberté de la presse - nécessaire et dangereuse

Il existe de nombreuses organisations de lutte pour la liberté de la presse qui travaillent au niveau national et international. Toutes jouent un rôle important et contribuent au moindre progrès effectivement accompli dans ce domaine. Par ailleurs, elles travaillent au même moment dans des conditions difficiles. Souvent à court de financement, ces organisations sont parfois menacées et persécutées en tant que médias critiques et indépendants. Elles nécessitent toutes la collaboration d'organisations similaires présentes dans les autres pays, ainsi que l'appui des organisations donatrices dans ce domaine. De même, elles ont besoin que leur action et les problèmes auxquels elles se heurtent soient rapportés au niveau national et international. C'est l'une des missions de Médias en danger que de les aider à atteindre cet objectif.

Nous assistons à une véritable perversion du statut civil des médias lorsque les ateliers d'imprimerie et les salles de rédaction doivent être fortifiés et le personnel, ainsi que les visiteurs, se soumettre à de continuel contrôles de sécurité. **La crainte** du journaliste pour sa propre vie et pour celle de ses proches mine les critères professionnels du journalisme lorsqu'elle finit par influencer le contenu des reportages et des décisions éditoriales. Les éditeurs, rédacteurs, photographes de presse et journalistes – tous les professionnels des médias – travaillent dans des conditions dangereuses dans les pays où la liberté de la presse n'est pas une réalité établie. Peu importe que la menace émane des autorités locales ou nationales, des criminels, des guérilleros ou des terroristes. L'essentiel est d'apporter la meilleure aide pratique à ces professionnels des médias. C'est là l'autre objectif que Médias en danger assigne à ces activités. Le combat pour la liberté de la presse doit être rapporté et les professionnels des médias qui luttent pour le droit d'écrire et de dire toute la vérité sur les questions d'actualité nécessitent l'appui actif de leurs collègues du reste du monde et des organisations créées pour promouvoir la liberté d'expression.

Développement économique et liberté de la presse

Il est en général admis que l'existence d'une presse libre et indépendante est fondamentale, et qu'elle est bel et bien un préalable à l'instauration d'une démocratie durable et d'une économie de marché efficace. Il est rare, sinon impossible, de voir se mettre en place un gouvernement et une société civile responsables ainsi qu'un système viable d'alternance politique en l'absence d'une presse forte, critique et libre.

La liberté de la presse exige non seulement que les journalistes soient en mesure d'exercer leur profession sans restriction, mais suppose également la bonne gestion et la viabilité économique des entreprises de journaux intervenant dans le cadre d'infrastructures efficaces.

À travers l'ensemble du monde en développement, et dans de nombreux pays actuellement en transition sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché, les journaux dotés d'excellents journalistes n'ont pas été en mesure de mener leur mission à bien pour avoir fait faillite. Dans de nombreux cas, ils n'ont pu bénéficier d'une seconde chance : une fenêtre ouverte pendant un bref instant sur la démocratie s'est refermée derrière eux.

Lorsque les régimes socialistes du bloc soviétique se sont effondrés à la fin des années 80, la nécessité de favoriser la création rapide d'une presse indépendante dans ces pays, si tant est qu'elle ait été reconnue, ne figurait qu'en note de bas de page dans les plans directeurs élaborés en vue de la reconstruction des économies de la région. Une décennie après, nous pouvions constater que, dans la seule Russie, la vaste majorité des journaux non moscovites restait sous le contrôle d'administrateurs gouvernementaux provinciaux et locaux. Nous pouvons imaginer ce qu'il en est alors de l'indépendance, de l'objectivité et de la volonté ou de la capacité de cette presse de rendre compte de la corruption et de la mauvaise gestion. C'est seulement depuis peu que sont apparus les premiers signes d'une nouvelle évolution dans ce domaine.

Si la survie était la seule ambition de la presse, la presse russe semblerait bien lotie devant le souci que les politiciens ont d'exercer un contrôle sur cette dernière et de l'influencer en lui versant des subsides. En effet, la plupart des journaux en Ukraine, en Géorgie, en Arménie, en Albanie, en Biélorussie, en Bulgarie ou dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale vivent au jour le jour quand elles ne sont pas confrontées à l'imminence d'une faillite. Dans la réalité, ces deux cas de figure les empêchent de faire sérieusement contrepoids à un pouvoir politique malhonnête.

Dans le cadre des nouveaux programmes de développement prévus pour l'Afghanistan, les plans d'aide et de reconstruction de la société prévoient bel et bien un appui aux infrastructures médiatiques, ainsi que des programmes de formation à l'intention des professionnels des médias pour que ces derniers puissent perfectionner leurs compétences de journalistes et de chefs d'entreprise. Un autre signe encourageant nous est également donné par le nouveau Rapport annuel de l'Institut de la Banque mondiale qui consacre un chapitre entier à la nécessité d'appuyer le développement économique des médias afin de garantir la mise en place d'une presse vraiment indépendante.

Un programme de renforcement des capacités fera toujours partie intégrante des activités de Médias en danger. Ce programme prévoira : des **actions pratiques** visant à protéger les professionnels des médias ; des initiatives d'appui à la surveillance des violations de la liberté de la presse, d'aide aux journalistes exilés et incarcérés ; ainsi que l'organisation de campagnes publiques pour la liberté de la presse et contre l'impunité par la fourniture d'une aide juridique. Il proposera également une **formation** visant à améliorer les compétences éditoriales et de rédaction des professionnels du journalisme, d'une part, et les critères professionnels au niveau local, d'autre part. En outre, il englobera d'autres questions, telles que l'augmentation des revenus publicitaires des journaux, la mise en place de systèmes intelligents de gestion des relations avec les clients, une aide dans la création de services d'information en ligne et une formation à la gestion des journaux à l'intention du personnel de la rédaction aussi bien que des commerciaux